

## Lettre aux conseillers municipaux de Mulhouse relative au projet de délibération proposé pour adopter la définition de l'antisémitisme par l'IRHA

Cette lettre comprenait la copie de la lettre adressée aux élus de Collectivité Européenne d'Alsace (cliquer sur l'image) et le communiqué de presse suivant... qui n'a pas été publié... mais que nous avons diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires

### Communiqué de presse AFPS Alsace

« Les collectivités territoriales de la région Grand Est sont sollicitées par des organisations proches du gouvernement israélien, comme en témoigne le tweet de l'ambassade d'Israël à madame la maire de Strasbourg du 23/03/21, pour prendre une délibération qui, sous prétexte de lutte contre l'antisémitisme, assimile les critiques « trop virulentes » à l'égard du régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid israélien à de l'antisémitisme.

A L'instar de la quasi-totalité des organisations de défense des Droits de l'Homme, l'AFPS Alsace souligne l'impérieuse nécessité de lutter contre tous les racismes et réaffirme que la déclaration Universelle des Droits de l'Homme donne à tous les citoyens et responsables politiques du monde entier les moyens moraux, politiques et juridiques pour combattre tous les racismes, en particulier l'antisémitisme.

L'AFPS Alsace:

- salue le courage de la municipalité de Strasbourg qui au nom de l'universalité de la lutte contre le racisme a rejeté cette proposition.
- regrette profondément la délibération de la Collectivité Européenne d'Alsace qui a cédé à l'injonction de ces associations soutenues par une puissance étrangère.
- exhorte, toutes les collectivités territoriales sollicitées, en particulier le Conseil Régional du Grand Est et la Ville de Mulhouse à rejeter cette proposition de

03/04/21 AFPS Alsace



Après l'adoption de la définition de l'antisémitisme proposée par des associations proches du gouvernement israélien....

**Lettre ouverte aux élu(e)s de la CEA :**

La Déclaration des Droits de l'Homme donne à l'ensemble des citoyens et responsables politiques du monde entier les moyens moraux, politiques et juridiques pour combattre l'antisémitisme